



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 25/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERMILION REP SAS

Lieu-dit LES NOUES
CD 215
77720 ST MERY

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement VERMILION REP SAS implanté Lieu-dit LES NOUES CD 215 77720 ST MERY. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERMILION REP SAS
- Lieu-dit LES NOUES CD 215 77720 ST MERY
- Code AIOT dans GUN : 0006502522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Le dépôt VERMILION de Saint-Méry dit de « Chaunoy » est implanté depuis 1985 sur la commune de Saint-Méry au lieu-dit « Les Noues », au bord de la route départementale n°215. Les installations du dépôt comportent les équipements nécessaires à la séparation, au stockage et à l'expédition des produits issus de la production de pétrole brut de champ de Chaunoy. Le dépôt dispose de deux bacs de stockage de pétrole brut (huiles) dont un seul est actuellement en exploitation.

Cet établissement est soumis au régime de l'autorisation et classé Seveso "Seuil Haut" par application de la règle du dépassement direct du seuil haut de la rubrique 4511 au sens de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement. Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UD77/106 du 23 novembre 2016, pris à la suite de la clôture de

l'instruction de la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement, et par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021/14/DCSE/BPE/IC du 26 mars 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 20/05/2021 ;
- Porter à connaissance du 05/08/2021 ;
- Notice de réexamen EDD du 03/05/2021 ;
- Mesures de maîtrise des risques ;
- État des stocks ;
- Substances susceptibles de générer des effets toxiques à l'extérieur du site ou des incommodités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	/	Lettre de suite préfectorale
Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale
Etat des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite préfectorale
Point 8 – Retour d'expérience	Autre du 08/02/2017, article Point 8	/	Lettre de suite préfectorale
Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.3.4	/	Sans objet
Liste ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
Conditions d'exploitation ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4.I	/	Sans objet
Etiquetage des produits	Règlement européen du 31/12/2008, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
Substances susceptibles de générer des effets toxiques	Autre du 09/11/2017, article 2	/	Sans objet
Formation à la conduite à tenir en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Porter à connaissance	AP Complémentaire du 23/11/2016, article 1.5.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 7 – Modifications intervenues sur les installations	Autre du 08/02/2017, article Point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site VERMILION à Saint-Méry est correctement exploité.

La majorité des constats réalisés lors des inspections du 27/08/2020 et 17/05/2021 sont clos. Néanmoins, certains points méritent une attention renouvelée de la part de l'exploitant, afin d'obtenir une conformité complète au regard de la réglementation environnementale.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : [...] Le bassin «V10» (ou API) est équipé d'un détecteur d'hydrocarbure générant une alarme et la fermeture du dispositif d'isolement visé à l'article 4.2.4.2. Les détecteurs sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet de contrôles préventifs réguliers.
Constats : Non-conformité n° 20200827-F2-NC2 de l'inspection du 27/08/2020 : Le dispositif permettant l'isolement du réseau de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur n'est pas asservi à des détecteurs de présence des produits stockés. Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant indique que le système d'isolement du réseau de collecte de l'établissement par rapport à l'extérieur est asservi à des détecteurs de produits stockés dans la mesure où le bassin API est équipé d'un détecteur d'hydrocarbures déclenchant une alarme en salle de contrôle et que le déclenchement de cette alarme implique l'envoi d'un opérateur afin d'effectuer une levée de doute et, le cas échéant, l'isolement du réseau par rapport à l'extérieur. Réponse de l'exploitant par courrier du 12/10/2021 : L'exploitant indique que, selon son interprétation de l'article 4.2.4.2 de l'AP du 23 novembre 2016, le système d'isolement du réseau par rapport à l'extérieur peut être actionnable en toute circonstance localement ou actionnable à partir d'un poste de commande ou actionnable localement et à partir d'un poste de commande. Il précise que son interprétation est en accord avec l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. En effet, lorsqu'une alarme se déclenche, il précise qu'une levée de doute est réalisée et s'il y a constat d'hydrocarbures ou de polluants la vanne est fermée manuellement par l'opérateur. L'exploitant propose de remplacer la prescription par "Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande". L'exploitant a expliqué à l'équipe d'inspecteurs que le détecteur d'hydrocarbures était asservi à une alarme 24h/24. De plus, des rondes réalisées par des opérateurs la journée et des gardiens la nuit permettent de vérifier régulièrement l'absence d'hydrocarbures dans le bassin V10 ou API. En cas de déclenchement de l'alarme, une levée de doute est effectuée immédiatement par un opérateur qui fermera la vanne manuellement si des hydrocarbures sont constatés. La formulation de la phrase "Le bassin «V10» (ou API) est équipé d'un détecteur d'hydrocarbure générant une alarme et la fermeture du dispositif d'isolement visé à l'article 4.2.4.2." de l'article 4.3.4 de l'AP du 23 novembre 2016 porte à confusion et n'est pas cohérente avec l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. En effet, ce dernier laisse supposer que la vanne d'isolement peut être fermée à distance depuis le poste de commande ou localement, ce qui est le cas ici, mais ne suppose pas une fermeture automatique asservie au déclenchement de l'alarme. Cette prescription sera donc modifiée par un arrêté préfectoral complémentaire qui sera pris prochainement, suite à l'instruction d'un porter à connaissance. → Le constat de l'inspection du 27/08/2020 est clos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Non-conformité n° 20200827-F2-NC4 de l'inspection du 27/08/2020 : L'exploitant ne s'assure pas, par des contrôles appropriés et préventifs, du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents. Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare qu'il effectuera courant 2021 un tel contrôle. Réponse de l'exploitant par courrier du 12/10/2021 : L'exploitant a fourni le rapport d'essai d'étanchéité des réseaux de collecte des effluents réalisé en juin et juillet 2021. Cependant, lors de ces essais, des tronçons n'ont pas pu être testés car des aménagements sont nécessaires afin de mettre en place les appareils de contrôle assurant la mise sous pression des tronçons. Il indique que des travaux sont planifiés afin de réaliser une campagne d'essais complémentaires en 2022. Il a également fourni le plan d'action des tuyauteries n'ayant pas pu être contrôlées et les travaux de réparation de la tuyauterie non conforme. L'exploitant a présenté à l'inspection une "check-list" actualisée des derniers contrôles effectués sur les réseaux de collecte. Tous les contrôles n'ont pas pu être réalisés avant le premier trimestre 2022 tel qu'initialement prévu du fait de l'état constaté des réseaux et d'autres difficultés. L'exploitant prévoit d'effectuer ses derniers contrôles d'ici septembre/octobre 2022. → En conclusion de ce constat, l'exploitant transmettra les documents attestant du bon état et de l'étanchéité des réseaux à l'issue de la réalisation complète des contrôles figurant sur le plan d'actions prévus pour septembre/octobre 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Non-conformité n° 20200827-F2-NC3 de l'inspection du 27/08/2020 : L'entretien préventif et la mise en fonctionnement du système d'isolement du réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles d'être polluées de l'établissement ne sont pas définis par consigne. Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant transmet une « check-list » de contrôle dans laquelle figure le bon fonctionnement de la vanne « Sortie décanteur dépôt ». Réponse de l'exploitant par courrier du 12/10/2021 : L'exploitant affirme que le plan de surveillance et de maintenance des systèmes de collecte des eaux polluées va être établi, au plus tard, pour le premier trimestre 2022. Il indique de plus qu'un premier état initial a été réalisé en 2021 pour contrôler l'état du système de collecte. Tel que précisé dans le constat précédent, l'exploitant a présenté à l'inspection une "check-list" actualisée des derniers contrôles effectués sur les réseaux de collecte du site. Tous les contrôles n'ont pas pu être réalisés avant le premier trimestre 2022 tel qu'initialement prévu du fait de l'état constaté des réseaux et d'autres difficultés. L'exploitant prévoit d'effectuer ses derniers contrôles d'ici septembre/octobre 2022. A l'issue de leur réalisation, il établira une consigne précisant les modalités d'entretien préventif des systèmes d'isolement des eaux polluées et de leur mise en fonctionnement. → En conclusion de ce constat, l'exploitant transmettra son plan de surveillance présentant les consignes d'entretien préventif et de mise en fonctionnement de ses systèmes d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur (fréquences, modalités de réalisation) dès la réalisation complète de son plan d'action, prévue pour septembre/octobre 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Liste ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Non-conformité n° 20210520-F2-NC-1 de l'inspection du 17/05/2021 : La forme de la liste des ESP du site n'a pas la forme requise par la réglementation. La typologie (à choisir parmi « récipient », « tuyauterie » ou « générateur de vapeur »), le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection), les dates de dernière et de prochaine inspection périodique et de dernière et de prochaine requalification périodique doivent figurer dans la liste. Non-conformité n° 20210520-F2-NC-2 de l'inspection du 17/05/2021 : La liste des ESP du site doit être complétée avec les dates précises (jour, mois et année) des dernières et prochaines inspections et requalifications périodiques. Réponse de l'exploitant par courrier du 12/10/2021 : L'exploitant a fourni la liste des ESP ayant la forme requise par la réglementation (typologie, régime de surveillance et date de dernière et prochaine inspection périodique et requalification périodique). L'exploitant a présenté la liste à jour de ses équipements sous pression précisant la typologie, le régime de surveillance, les dates de dernière et prochaine inspection périodique et requalification périodique. Les dates figurant dans cette liste précisaient bien le jour, mois et année. → Les constats de l'inspection du 17/05/2021 sont clos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions d'exploitation ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4.I
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
Constats : Non-conformité n° 20210520-F2-NC-3 de l'inspection du 20/05/2021 : L'exploitant ne peut garantir le respect de la plage de températures d'exploitation préconisée par le fabricant de l'équipement de marque SEA portant le numéro de fabrication 2004588, en raison de son installation en extérieur. Réponse de l'exploitant par courrier du 12/10/2021 : L'exploitant indique que l'équipement en question a été remplacé par un autre équipement ayant une plage de températures d'exploitation adaptée à son installation en extérieur et a fourni le certificat de conformité de l'équipement installé. L'inspection a constaté que l'appareil en question avait bien été remplacé par un nouvel appareil dont la plage de températures d'exploitation est de -40°C à +50°C ce qui est compatible avec son installation en extérieur. → Le constat de l'inspection du 20/05/2021 est clos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etiquetage des produits

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2008, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage des produits
Prescription contrôlée : Etiquetage CLP des produits
Constats : Non-conformité n° 20210520-F3-NC-1 de l'inspection du 20/05/2021 : Le fût de INIPOL AD 3004 ne dispose pas du marquage CLP réglementaire. Réponse de l'exploitant par courrier du 12/10/2021 : L'exploitant indique que le produit contenu dans le fût a été utilisé et que ce produit n'existe plus sur site à ce jour. L'inspection a constaté l'absence de ce produit sur site. Les autres produits chimiques vérifiés par l'inspection disposaient bien d'étiquettes conformes à la réglementation CLP. → Le constat de l'inspection du 20/05/2021 est clos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks des matières stockées sur site qu'elles soient dangereuses ou non. Dès qu'un mouvement a lieu dans l'état des stocks des produits chimiques, le magasinier vérifie que les quantités stockées soient conformes aux quantités autorisées. Cet état des stocks est disponible à tout instant et est imprimé une fois par semaine et mis à disposition en salle de contrôle. L'exploitant a indiqué être en cours de recherche d'une solution afin d'ajouter les numéros de rubriques ICPE sur son état des stocks. Le stockage du pétrole n'apparaît pas sur ce même document mais sur un autre fichier. Il fait l'objet d'un suivi beaucoup plus détaillé car ses quantités ne cessent de varier au cours d'une journée. L'inspection a pu vérifier la quantité stockée le jour de la visite du site et a constaté le suivi réalisé en salle de contrôle. Les fiches de données sécurité sont disponibles sur le réseau et sous format papier en salle de contrôle et au magasin. L'inspection a pu le constater lors de sa visite du site. Deux FDS ont été contrôlées par l'inspection et étaient conformes. L'état des stocks et les FDS sont facilement accessibles sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour *a minima* de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour *a minima* de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats : L'exploitant a fourni un état des stocks permettant de connaître la nature des produits stockés sur site selon leur zone de stockage. Les quantités étaient présentes mais nécessitent d'être revues. En effet, un calcul est nécessaire pour obtenir la quantité totale d'un produit stocké. De plus certaines unités (m³, tonnes, kg) ne sont pas renseignées.

Pour les matières dangereuses classées au titre des rubriques 4XXX, la précision des différentes familles de mention de dangers sont absentes de l'état des matières stockées.

Concernant les matières non dangereuses, l'exploitant n'a pas non plus précisé les différentes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux risques présentés en cas d'incendie.

Cet état des stocks est disponible sur site.

L'exploitant ne dispose pas d'un deuxième état des stocks sous format synthétique, permettant de fournir une information vulgarisée pour répondre aux besoins d'information de la population suite à une demande du préfet.

Un inventaire des matières stockées est réalisé en permanence.

Cet état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI.

→ En conclusion de ces constats, l'exploitant veillera à ajouter à son état des stocks :

- une colonne précisant la quantité globale d'un produit ainsi que son unité ;
- une colonne précisant les familles de mentions de dangers pour les substances, produits, matières ou déchets relevant des rubriques 4XXX des installations classées ;
- une colonne précisant les familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux risques présentés en cas d'incendie (cette information peut être intégrée dans la même colonne que l'information précédente).

→ Il veillera également à établir un deuxième document présentant l'état des matières stockées sous format synthétique afin de fournir une information vulgarisée au préfet en cas de demande pour répondre aux besoins d'information de la population. Il se conformera au point 2 de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

→ Enfin, l'exploitant fera mention de l'état des matières stockées dans son POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Substances susceptibles de générer des effets toxiques

Référence réglementaire : Autre du 09/11/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, substances susceptibles de générer des effets toxiques
Prescription contrôlée : Afin de recenser les établissements Seveso seuil haut qui devront se doter d'une telle capacité, une méthodologie a été élaborée en lien avec l'UIC pour identifier les substances les plus pertinentes. Cette méthodologie repose : <ul style="list-style-type: none">- sur les conclusions des études de dangers : les substances susceptibles de générer des effets toxiques importants à l'extérieur du site doivent être retenues ;- sur le retour d'expérience du site concerné (et plus généralement de son secteur d'activité) ;- et sur des critères de quantité, de volatilité et de limite olfactive pour les substances susceptibles de générer des inconvénients forts sur des grandes distances : 147 substances sont ainsi à considérer au regard des critères retenus (la liste de ces substances ainsi qu'une méthodologie à suivre pour identifier les substances à retenir pour chaque site sont présentées en annexe 1).
Constats : Une réponse de l'exploitant envoyée par courrier en 2016 avait conclu à l'absence de substances susceptibles de générer des effets toxiques importants à l'extérieur du site ou des inconvénients forts sur des grandes distances.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation à la conduite à tenir en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation à la conduite à tenir en cas d'accident
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Sur site, 5 opérateurs sont formés et désignés par l'exploitant pour la manœuvre des moyens de secours. Lors de ces formations, les opérateurs apprennent le principe et la mise en œuvre du POI, le dimensionnement des installations et réalisent des exercices en situation réelle. Des personnes aptes à intervenir en situation d'urgence sont toujours disponibles sur site grâce aux opérateurs présents aux heures ouvrées et aux astreintes le reste du temps. D'autres formations sont également suivies par les opérateurs telles que des formations sur les feux d'hydrocarbures, la manipulation d'extincteurs, des formations ATEX, ADR, ESP, SST, habilitations électriques, etc. et sont renouvelées périodiquement. L'inspection a contrôlé les "passeports sécurité 2021" de 3 opérateurs du site de St Méry, envoyés post-inspection. L'exploitant précise que certains renouvellements de formations ont été retardés pendant la période COVID-19.
Observations : L'exploitant veillera à rattraper son retard dans le renouvellement des formations de ses opérateurs et à se conformer à la périodicité fixée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/11/2016, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Dans son porter à connaissance du 05/08/2021, l'exploitant projette d'augmenter les quantités de produits liquides stockés contribuant à l'entretien des puits et du réseau de collecte. Cela se traduit par une augmentation des quantités stockées relatives aux rubriques ICPE 4510 et 4511. Ces produits seront disposés sur une aire de stockage bétonnée de 420 m ² et située à l'écart des installations du process du dépôt. L'aire de stockage dispose d'une rétention d'un volume de 70 m ³ permettant d'assurer un confinement de toute pollution à l'intérieur de la rétention. Il n'y aura pas de rejet de produits dangereux dans les réseaux de collecte du dépôt ou au milieu naturel. L'aire de stockage, constatée lors de l'inspection, est actuellement utilisée pour stocker ces mêmes produits d'entretien mais en quantités inférieures. Les quantités projetées provoqueront un changement de régime de NC à DC pour la rubrique 4510. L'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 deviendra donc applicable. Ces modifications de stockage seront actées prochainement dans un arrêté préfectoral complémentaire. En amont, une demande de compléments sera adressée à l'exploitant afin qu'il précise certains éléments de son porter à connaissance (dimensionnement de la rétention vis à vis des eaux d'extinction incendie, positionnement du stockage par rapport aux distances d'effets des phénomènes dangereux des autres installations, récolement à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020).
Observations : Un poteau incendie situé à proximité de la zone de stockage a été constaté comme fuyard. L'exploitant procédera à sa réparation afin qu'il soit totalement fonctionnel en cas d'incendie au niveau de la zone de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 8 – Retour d'expérience

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article Point 8
Thème(s) : Risques accidentels, Examen détaillé d'accidents/incidents survenus sur le site depuis 2016.
Prescription contrôlée : Plus précisément, l'exploitant passe en revue : 8. Les défaillances éventuelles des MMR, le retour d'expérience des incidents et accidents du site, de l'entreprise ou du groupe, et du secteur, sur les plans national et si possible international, fondé sur une analyse des signaux forts (accidents, incidents) mais également sur celui des signaux faibles (presque accidents et anomalies).
Constats : Vermillon a transmis en avril 2021 une notice de réexamen quinquennal de son EDD, qui comprend, conformément au point 8 de l'avis du 08/02/2017, une analyse du retour d'expérience des incidents du site, des autres sites Vermillon français, et des activités similaires en France. L'exploitant enregistre et analyse son retour d'expérience au travers d'une base de données du groupe. Les inspecteurs se sont intéressés à l'analyse de 3 incidents survenus sur le site, identifiés dans la notice de réexamen et ont consulté les fiches d'analyse détaillées de ceux-ci. Ces incidents sont en lien avec des défaillances (perte de confinement) de tuyauteries. Incidents des 8 juin et 28 juillet 2020 : ces incidents concernent des fuites liées à une corrosion interne d'une ligne de recyclage (DN100) vers le séparateur. Vermillon indique que le produit véhiculé est de l'eau, la tuyauterie n'est pas soumise au suivi du vieillissement (article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié, PM2I). Toutefois, les inspecteurs relèvent que les fiches d'analyse détaillées de ces incidents indiquent que ces tuyauteries véhiculent du pétrole brut (« crude oil »). Les tronçons corrodés ont fait l'objet d'un remplacement. → L'exploitant se réinterrogera sur la prise en compte de la ligne concernée dans le suivi du vieillissement réalisé au titre de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié, le cas échéant il justifiera de l'exclusion de celle-ci. Incident du 23 mai 2017 : Cet incident concerne l'obstruction (par des sulfures) de la tuyauterie (DN150) permettant d'assurer le maintien d'une couverture de gaz d'inertage du bac de stockage de pétrole brut. La suite de cet incident est décrit en annexe confidentielle. → L'exploitant justifiera le délai entre la survenue de cet incident et les opérations de remise en état des soupapes de sécurité. Il prendra des dispositions pour qu'à l'avenir, une vérification du bon état des équipements de sécurité soit effectuée dans un délai raisonnable après leur déclenchement. → L'exploitant réexaminera la probabilité d'occurrence liée au bouchage du réseau gaz BP à la lumière de l'incident du 23 mai 2017 et analysera, le cas échéant, l'impact sur ces scénarios accidentels, notamment d'explosion de bac.
Observations : Enfin, les inspecteurs notent que la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers ne traite pas des signaux faibles (ou presque incidents). Les inspecteurs constatent toutefois que l'exploitant enregistre bien et analyse ces signaux faibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Point 7 – Modifications intervenues sur les installations

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article Point 7
Thème(s) : Risques accidentels, Porter à connaissance LUTECE
Prescription contrôlée : Vérification de certaines prescriptions de l'arrêté du 12/10/2011 (rubrique ICPE 1434 E). Article 8 Les installations de chargement ou de déchargement sont pourvues d'un arrêt d'urgence qui permet d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables. Article 14-1 14-1. Les aires de chargement ou de déchargement routier et ferroviaire de liquides inflammables disposent d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans la plus grosse citerne susceptible d'être chargée ou déchargée sur ces aires. Les aires de chargement ou de déchargement routier et ferroviaire peuvent être ceinturées de caniveaux de collecte et reliées à une rétention déportée répondant aux prescriptions du présent article. La zone de collecte délimitée par les caniveaux est conçue et dimensionnée au vu des conclusions de l'étude de dangers. Les rétentions mises en place afin de répondre aux dispositions des deux alinéas précédents répondent aux dispositions suivantes : — elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ; — elles sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Pour les installations existantes, l'exploitant fournit au préfet, au plus tard le 1er janvier 2015, une étude technico-économique en vue de se conformer aux dispositions de l'article 14-1. Le préfet définit les dispositions à mettre en œuvre en fonction des conclusions de cette étude. L'objectif d'étanchéité défini au quatrième alinéa peut ne pas être recherché pour : — les installations existantes de chargement ou de déchargement de liquides inflammables non visés par une phrase de risque R22, R23, R25, R26, R28, R39, R40, R45, R46, R48, R49, R50, R51, R52, R53, R54, R56, R58, R60, R61, R62, R63, R65, R68, ou par une de leur combinaison, ou par une mention de danger H300, H301, H302, H304, H330, H331, H340, H341, H350, H351, H360F, H360D, H360FD, H360Fd, H360Df, H361f, H361d, H361fd, H370, H371, H372, H373, H400, H410, H411, H412 ou H413, ou par une de leur combinaison ; — les installations existantes de chargement ou de déchargement de liquides inflammables non visés par une phrase de risque R23, R26, R39, R54, R56, R58, R60, R61 ou par une de leur combinaison, ou par une mention de danger H330, H331, H360F, H360D, H360FD, H360Fd, H360Df, H370 ou par une de leur combinaison, et pour lesquelles une étude hydrogéologique réalisée par un organisme compétent et indépendant atteste de l'absence de voie de transfert vers une nappe exploitée ou susceptible d'être exploitée, pour des usages agricoles ou en eau potable. Constats : Les inspecteurs ont vérifié certaines dispositions de l'arrêté du 12 octobre 2011 relatif aux installations classées à autorisation au titre de la rubrique n°1434-2 dans le cadre de la pérennisation du troisième poste de chargement camion (porter à connaissance LUTECE de décembre 2020). Les inspecteurs ont constaté sur site, la présence d'arrêts d'urgence dans la zone de chargement camion (article 8 de l'arrêté du 12 octobre 2011). L'aire de chargement se place bien sur une zone de rétention, l'état du revêtement béton est satisfaisant (article 14-1 de l'arrêté du 12 octobre 2011). Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : Le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; La tenue à jour des procédures ; Le test des procédures incident/accident ; La formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
Constats : Les inspecteurs ont consulté par sondage des fiches de suivi de deux MMRI. Un essai de déclenchement de la MMRI LAHH 414 a également été réalisé lors de la visite des installations. La description détaillée de ce point de contrôle est donnée en annexe confidentielle. MMRI LAHH 414 : La fiche de suivi comprend l'état initial du détecteur (caractéristiques constructeur), la périodicité de contrôles et la procédure d'essai pour réaliser ces contrôles. Un contrôle du bon fonctionnement du détecteur est réalisé deux fois par an par une société externe. Les enregistrements de ces contrôles biannuels sur les dernières années ont été consultés par l'inspection, attestant de la bonne réalisation des contrôles. Les inspecteurs ont vérifié la présence et le bon état du détecteur sur site. Le bon déclenchement du détecteur en présence de liquide (report d'alarme en salle de contrôle) a été vérifié. MMRI LSHH 101 : La fiche de suivi comprend l'état initial du détecteur (caractéristiques constructeur), la périodicité des contrôles et la procédure d'essai pour réaliser ces contrôles. Une description plus détaillée de ce point de contrôle est donnée en annexe confidentielle. Un contrôle du bon fonctionnement du détecteur est réalisé deux fois par an par une société externe. Les vérifications du bon fonctionnement du détecteur nécessitent un retrait préalable du capteur du séparateur. Les enregistrements de ces contrôles biannuels sur les dernières années ont été consultés par l'inspection, attestant de la bonne réalisation des contrôles. Enfin, lors de la visite des installations, les inspecteurs ont constaté que les MMRI étaient bien identifiées comme telle sur site (étiquetage), ce qui est satisfaisant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale